

OITS Amériques: Rencontre sur le Tourisme Social à San José, Costa Rica¹

Par Érica Schenkel² | Alba Sud

Les 12 au 15 juin derniers a eu lieu à San José la dernière rencontre de l'OITS Amériques. Une bonne raison de passer en revue le développement du tourisme social dans le continent américain et l'action menée par cette entité depuis sa création en 1996.



¹ Article publié le 23 juillet 2019 sur le site Alba Sud – Communication et Recherche pour le Développement (www.albasud.org). L'article signé ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'OITS Amériques. | Rédigé à l'origine en espagnol. Traduction de Global Translations.BR

² Érica Schenkel est titulaire d'un doctorat en Sciences Sociales avec spécialisation en Sciences Politiques et Administration Publique de l'Universidad Nacional de Cuyo, Mendoza (Argentine). Maîtrise en Tourisme de l'Universidad Nacional del Sur. Participe à de différents projets de recherche liés au tourisme et à ses aspects politiques et socio-économiques. Membre de l'Alliance de Formation et Recherche en Tourisme Social et Solidaire de l'OITS.

Dans le cadre de sa dernière rencontre à San José, du 12 au 15 juin 2019, le présent article fait le point sur le travail de l'OITS Amériques, une entité qui a su jouer un rôle protagoniste de premier plan dans le continent, en intégrant un large éventail d'acteurs publics et privés qui convergent vers la création de l'agenda du tourisme social pour la région. Quel est le contexte de l'arrivée de l'OITS, anciennement BITS, dans la région ? Quels sont ses fondements de base ? Quelles entités en font partie ? Quels sont ses principaux défis pour l'avenir ?

Les origines de l'OITS Amériques

Un peu plus de trois décennies après la création du Bureau International du Tourisme Social, le BITS à l'époque (rebaptisé par la suite « Organisation Internationale du Tourisme Social » – OITS) à Bruxelles, et huit ans avant la fondation de son homologue en Afrique, le BITS Amériques est devenu le Secrétariat pour le continent, en 1996. L'Assemblée qui est à son origine est la même qui a sanctionné la Déclaration de Montréal (celle "Pour une vision humaniste et sociale du tourisme"), le premier document de nature institutionnelle avertissant sur le besoin d'élargir le concept de tourisme social au-delà de l'accès (BITS, 1996).

Bien que le tourisme social soit depuis longtemps en cours de développement dans la région, l'arrivée du BITS sur le continent a permis à ces expériences locales leur articulation et projection sur la scène internationale. Il est actuellement le principal organe dédié à la promotion, la coordination et l'échange en matière de tourisme social, en regroupant plus de trente entités-membres qui ont comme rôle la complexe mission de centraliser l'approche du tourisme social en tant que question régionale. Parmi les activités qu'il met en œuvre, il faut mettre en relief les Rencontres des Amériques, dont la dernière s'est tenue en juin dernier à San José, au Costa Rica.

Déclaration de Montréal : les fondements

La Déclaration de Montréal a été sanctionnée lors de la première Assemblée Générale tenue sur le continent, le 12 Septembre 1996. À l'époque, face aux impacts les plus évidents du tourisme de masse, l'OITS reconnaît pour la première fois dans un document institutionnel que la précieuse quête d'un accès plus équitable au tourisme ne pouvait plus ignorer l'impact provoqué par l'expansion des activités sur les communautés de destination. La pleine validité présentée par une partie de ses postulats une brève référence.



Assemblée Générale des membres dans les Amériques. Source: OITS

En revendiquant l'enclave à laquelle tout développement touristique devrait aspirer, la Déclaration commence par mentionner que les avantages liés à l'activité doivent, avant toute autre fin, contribuer au développement social et économique des régions et de leurs populations, avec la création d'emplois et, en même temps, la garantie des droits des personnes travaillant dans le secteur (Article 6). Elle soutient que le tourisme ne devrait pas servir de prétexte à « l'invasion incontrôlée des lieux ni à l'affaiblissement des cultures ni à l'exploitation des populations » (Article 8). En soulignant la responsabilité des générations actuelles en ce qui concerne les limites de la croissance, elle affirme que le tourisme social doit également accorder la priorité à la formation et à la prise de conscience des visiteurs vis-à-vis du respect de l'environnement et de ses communautés (Article 10).

Sous cet argument, elle critique sévèrement le capital touristique et met en garde sur le surgissement d'acteurs qui, sous l'égide du tourisme social, ne font que reproduire ces mauvaises pratiques. Dans ce scénario, une série de critères permet de différencier les expériences de tourisme social authentiques: (1) intégrer des objectifs humanistes, pédagogiques, culturels et de respect et de développement des personnes; (2) identifier des destinataires sans discrimination raciale, culturelle, religieuse, politique, philosophique ou sociale; (3) apporter une valeur ajoutée non économique; (4) ne pas perturber l'environnement local; (5) préciser soigneusement les avantages, de façon à ce que les prix soient compatibles avec les objectifs sociaux visés; (6) et respecter la législation du travail, en encourageant la promotion des travailleurs et leur formation (Article 14).

Sa contribution la plus remarquable émerge peut-être de ces principes, lorsqu'elle affirme que ce ne sont pas les statuts juridiques ou les procédures utilisées qui légitiment les tour-opérateurs en tant que sociaux, mais plutôt leurs pratiques quotidiennes (Article 15). Cette question met en garde contre le risque auquel le tourisme social et ses principaux acteurs responsables sont confrontés face à l'avancée du capital et à ses stratégies de segmentation (dans un marché désormais mondial et hautement concurrentiel), qui constituent les causes précieuses de l'inclusion, la solidarité et la durabilité pour leurs objectifs commerciaux (Schenkel, 2019). L'exercice de cette fonction de contrôle visant à différencier les expériences authentiques, qui se développent selon les critères énoncés à l'article 14, de celles qui ne le sont pas et qui restent en tant que de simples stratégies commerciales visant à consolider les marges bénéficiaires, constitue peut-être le grand défi à relever. La complexité de la réalité actuelle indique que les efforts doivent être redoublés à cet égard.

Le présent de l'OITS Amériques

Au terme de près de vingt-trois ans d'histoire, l'OITS Amériques a consolidé sa présence dans la région qui, en avril 2019, regroupe trente-six membres dans douze pays. Tout comme à l'international, la plupart de ses membres (huit sur dix) ont rejoint cette décennie, témoignant de l'intérêt croissant suscité par le tourisme social parmi les acteurs du tourisme ces derniers temps, qu'ils soient publics ou privés. À cet égard, le cas du SESC São Paulo, qui fait partie du BITS bien avant l'arrivée du Secrétariat en Amérique en 1980, mérite une mention spéciale. À l'exception des membres canadiens qui, pour la plupart, ont fondé l'institution à partir des années 90, tous les autres membres sont des latino-américains, basés en Bolivie (1), Brésil (6), Chili (3), Colombie (1), Costa Rica (5), Guatemala (1) Haïti (1), Nicaragua (1), Mexique (12), Paraguay (1), Pérou (3) et République Dominicaine (1) (Conseil des Membres).

Les multiples objectifs poursuivis par ces entités témoignent de la complexité acquise par le tourisme social en un peu plus de vingt ans, coexistant avec les premiers membres venus dans le but de fonder le BITS, en quête d'une plus grande équité d'accès, avec ceux d'entrée plus récente, se manifestant pour les causes précieuses

de la durabilité. Cela explique le fait qu'il existe parmi les différentes entités-membres des organisations à but non lucratif, des banques familiales, des syndicats, des fondations et des coopératives, ainsi que des établissements d'enseignement, des agences gouvernementales et des agents privés, parmi ces derniers, un comité d'entreprise, des tour-opérateurs et des chambres sectorielles et consultatives.

En tant qu'associations, quatre appartiennent au Serviço Social do Comércio – SESC du Brésil (Sesc São Paulo, administration nationale, membre depuis 2010 et les sièges de Rio Grande et du Minas Gerais, tous deux depuis 2014); RED TUSOCO (2019) de Bolivie, ACHITUR (2017) du Chili, RENITURAL (2019) du Nicaragua et ACTUAR (2016) et COOPRENA (2015) du Costa Rica [1]; une pour le tourisme accessible, Boa Paz, également du Costa Rica; un fonds familial, COMFENALCO Antioquia (2016) de Colombie; un syndicat, CASC (2015) de la République Dominicaine; et une association de tourisme pour des étudiants, INTEJ du Pérou (2018). En tant que fondations, País de Paz ORG (2017) du Costa Rica et Fundación Peruana de Turismo Social (2018) sont des membres; et, en tant qu'établissements d'enseignement, l'Université Queensland (2014) d'Haïti et l'Escuela Superior de Turismo EST (2015) du Mexique.



Séminaire « Tourisme et développement durable : droits, accès et défis actuels du tourisme social » Source : Fundación Peruana de Turismo Social.

Parmi les acteurs gouvernementaux, six d'entre eux ont une portée nationale : les Secrétariats du Tourisme du Chili (SERNATUR, 2016), Paraguay (SENATUR, 2012) et Mexique (SECTUR), le Ministère du Commerce Extérieur et du Tourisme du Pérou (MINCETUR, 2016) et les Instituts de Tourisme du Costa Rica (ICT, 2015) et Guatemala (INGUAT, 2015). Tandis que d'autres cinq ont une portée infranationale : les mairies de Puebla (2019) et Xalapa (2019), la municipalité de León (2017) et les offices de tourisme de Guanajuato (2014) et de Morelos (2013). Le Conseil intercommunal Pro-tourisme de Morelos, au Mexique (2015) y participe également.

Finalement, en tant que représentants du secteur privé, quatre sont des tour-opérateurs : Araribá Turismo & Cultura (2014), axée sur le tourisme éducatif, durable et communautaire, et Flanar (2015), spécialisée dans les voyages de groupes scolaires et adultes du troisième âge, tous deux du Brésil; Grupo Novojet (2015) du Chili, grossiste spécialisé dans le troisième âge; et Altamex (2002) du Mexique, axé sur de différents segments du marché. AMAV Distrito Federal (2015) a adhéré en tant qu'association d'agences de voyages et CCC Consultores (2018) en tant que consultant, tous deux basés au Mexique.

Rencontre des Amériques sur le Tourisme Social à San José

Comme cela avait déjà été le cas du SESC São Paulo (Brésil) en 2011, et de SERNATUR (Chili) en 2017, l'Institut de Tourisme du Costa Rica (ICT) a été l'organisme d'accueil de la Rencontre des Amériques, tenue à San José, du 12 au 15 juin. Après l'Assemblée générale, au cours de laquelle ont été présentées les actions et les activités menées en 2018, il a été le tour du Séminaire « Tourisme et développement durable : droits, accès et défis actuels du Tourisme Social », dédié à la diffusion des bonnes pratiques développées dans la région en matière de tourisme social, solidaire et durable.

Le séminaire a été ouvert avec le panel d'autorités, notamment avec la conférence du président de l'OITS Amériques, Sergio Rodríguez, qui a abordé la situation du tourisme social sur le continent ; ensuite, avec les interventions de la Ministre du Tourisme du Costa Rica et de la Sous-secrétaire du Tourisme du Chili. Par la suite, ont été présentées les conférences : « Le tourisme social avec intégrité : le modèle du Costa Rica », sous le commandement de l'ICT, et « L'éthique dans le tourisme », réalisée par SESC São Paulo. Les interventions suivantes ont été structurées à partir de trois tables de discussion : « Droit au tourisme », avec des représentants du Réseau Costaricien de Tourisme Accessible, l'Hôpital Mexico/Funcavida, l'Institut Guatémaltèque de tourisme et le Secrétariat d'État de Morelos; « Accès au tourisme », composée de membres du Département National du SESC, du Hostelling International Canada et de la municipalité de León; et enfin, « Défis actuels du tourisme social, la vision des entrepreneurs », articulée par des représentants du secteur privé, le Groupe Novojet, Altamex, Anywhere et la Chambre de Tourisme Fortuna. Les conclusions de la rencontre ont été confiées à Alberto López Chaves, Gérant général de l'entité hôte, et les remerciements à Verónica Gómez, Directrice de l'OITS Amériques.



Conférence de Flávia R. Costa (Sesc São Paulo). Source: Fundación Peruana de Turismo Social.

À l'heure des comptes, l'un des principaux résultats de la rencontre de San José a été l'élaboration conjointe du Plan d'action de l'OITS Amériques 2019-2021. Parmi les directives de travail figure la consolidation des activités de formation sur la diffusion et la sensibilisation du tourisme pour tous ; de même que la création d'une série d'indicateurs sociaux, économiques, culturels et environnementaux permettant d'approcher des informations

empiriques sur les différentes questions liées à la durabilité des destinations et leur accès en termes quantitatifs et qualitatifs (OITS, 2019).

Cette dernière ligne directrice, particulièrement en ce qui concerne les mesures du tourisme national, mérite une mention spéciale. Contrairement à d'autres scénarios internationaux, la prépondérance accordée par les gouvernements latino-américains au tourisme récepteur a laissé de côté une question aussi importante que le tourisme national, même vis-à-vis des statistiques. Le très peu de données sur les pratiques touristiques des résidents eux-mêmes se limitent à des enregistrements sporadiques et, dans de nombreux cas, limitées à la représentativité, en particulier lorsqu'il s'agit de définir des critères comparatifs entre les pays de la région. De telles incohérences conduisent à la non-différenciation entre le tourisme national et intérieur, entre le voyage touristique et l'excursion, entre le groupe exclusif de touristes (d'ailleurs, minoritaire) et l'ensemble de la population, entre la variante voyage et les personnes (enregistrant plus de touristes que des habitants); et/ou, d'ailleurs, conduisent au changement de l'univers d'intérêt, au point de laisser de côté le mesurage de la population rurale ou dans la pauvreté l'extrême, pour obtenir une amélioration des données. Ces limitations, motivées par un manque de connaissance spécifique ou par simple manque d'expertise, conduisent souvent à l'invention d'interprétations tout à fait éloignées de la réalité.

Même au 21^e siècle, le système statistique régional reste toujours incapable de répondre à des questions si basiques, telles que : quel pourcentage de résidents participe au tourisme ? Combien sont exclus ? Quels sont les principaux obstacles à l'accès ? Comment cette participation est-elle affectée par le statut socio-économique des personnes ? Quelle est l'influence du revenu, de la race et du sexe ? Quelle est la représentativité du tourisme en tant que pratique de loisir des secteurs populaires ? Quelle place occupe le loisir dans ces secteurs ?

Sans un système statistique régional homogène et périodique, capable d'apporter des réponses à ces questions, il est très difficile de penser à des politiques de tourisme social réussies. Tel qu'il arrive avec la façon de mesurer le tourisme réceptif depuis des décennies, il faut mettre en place un système statistique axé sur le tourisme national capable de fournir une information véridique aux décideurs. L'inclusion de cette demande dans le Plan d'Actions de l'OITS Amériques 2019-2021 est une étape importante à cet égard. L'articulation que cette organisation entretient avec plusieurs acteurs régionaux pertinents dans les domaines gouvernemental, économique et social, en fait un acteur-clef dans la conduite de tel processus. Si les gouvernements peuvent être sensibilisés sur l'importance de l'inclusion des pratiques du tourisme et du tourisme social parmi les variables d'analyse, les sondages nationales concernant les dépenses des ménages, que beaucoup d'entre eux sont en train de mettre en œuvre dans la région, deviendront un outil efficace pour commencer à réfléchir sur ce suivi.

Remarques :

[1] Tout en poursuivant l'enregistrement des entités-membres, il est important de noter qu'ACTUAR a cessé de fonctionner ces derniers mois.

Cet article est publié dans le cadre du projet « **Renforcer le critère d'inclusion dans le tourisme responsable : une réponse aux défis de l'Éducation pour la Justice Mondiale** », réalisé par **Alba Sud** avec le soutien de la **Mairie de Barcelone** par le biais du Programme d'Éducation pour la Justice Mondiale (appel 2018).